



Nations Unies
Description du Poste
Janvier 2026

Titre du Poste :	Expert(e) en Crime Organisé et Criminalité Transfrontalière
Statut :	Expert(e) en mission (personnel fourni par le gouvernement)
Organisation :	Mission de l'organisation des Nations Unies pour la stabilisation en RD Congo (MONUSCO)
Lieu d'affectation :	Dans la zone de la Mission selon les exigences opérationnelles
Supervision :	Chef de la Section d'Appui à la Justice
Durée du contrat :	12 mois (renouvelable)
Date de début estimée :	Dès que possible

Contexte :

Le Conseil de Sécurité à travers sa résolution 1925 (2010), l'alinéa (d) du paragraphe 12, a autorisé la MONUSCO à « appuyer l'action menée aux niveaux national et international pour que les auteurs de ces violations soient traduits en justice, notamment en mettant en place des cellules d'appui aux poursuites judiciaires pour aider les autorités des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) chargées de la justice militaire à poursuivre les personnes arrêtées par les FARDC ». Les Cellules d'Appui aux Poursuites (CAP), composées des Conseillers Militaires en Poursuites, Conseillers Civil en Poursuites, Conseillers Policier en Enquête et Conseillers Militaire en Enquête ont pour tâche de fournir des conseils d'expert et des avis techniques dans le cadre des enquêtes et poursuites menées sur les crimes les plus graves, notamment les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité.

Les CAP sont mises en œuvre dans le cadre du Protocole d'Accord entre la MONUSCO et le Gouvernement de la République Démocratique du Congo du 19 décembre 2011. Les CAP visent à renforcer la capacité des FARDC à enquêter et poursuivre les crimes graves, y compris les crimes de violence sexuelle.

Fonctions et Responsabilités :

Sous l'autorité générale du Chef de la Section d'Appui à la Justice et la supervision directe du Coordonnateur des CAP, l'Expert(e) en Crime Organisé et Criminalité Transfrontalière aidera les Inspecteurs et Officiers de Police Judiciaire (IPJ et OPJ) militaires ou de la Police congolaise, et éventuellement les autres autorités congolaises compétentes, dans la conduite des enquêtes relatives aux crimes graves, avec un accent particulier sur les crimes transfrontaliers organisés.

Le/la titulaire du poste aura notamment pour tâches de :

1. Fournir un appui stratégique et opérationnel aux enquêteurs sur des activités liées à la criminalité organisée ou les réseaux criminels transfrontaliers.
2. Fournir des conseils techniques et partager son expertise avec les magistrats, IPJs et OPJs sur les méthodes et techniques employées durant toutes les phases de la procédure d'enquête, de l'interrogatoire jusqu'à la présentation du dossier devant le tribunal.
3. Développer des outils méthodologiques pour mener différents types d'enquêtes adaptés aux crimes organisés et transfrontaliers selon les standards internationaux.
4. Renforcer les méthodes et pratiques de coopération transfrontalière et le partage d'informations avec les pays voisins ou autres dans le cadre d'enquêtes criminelles impliquant des étrangers ou des groupes opérant à partir d'autre pays.
5. Former les autorités nationales compétentes aux techniques d'enquêtes criminelles et élaborer un guide pratique sur les procédures d'enquêtes de crimes organisés et transfrontalières à l'usage des enquêteurs nationaux en RDC.
6. Concevoir les principes fondamentaux d'une analyse stratégique des dynamiques de criminalité organisée basée sur des données factuelles, structurelles, spatio-temporelles, comportementales, facteurs

- de propagation, canaux logistiques, réseaux de financement et alliances régionales ou internationales des organisations criminelles transfrontalières.
7. Appuyer la conception d'une stratégie de prévention de la criminalité organisée et de coopération régionale.
 8. Participer à l'analyse des données produites par les cellules d'appui aux poursuites judiciaires, ainsi qu'à l'évaluation des résultats obtenus comme exigés par les responsables congolais.
 9. Travailleur en étroite collaboration avec le Réseau de Coopération Judiciaire pour la Région des Grands Lacs afin de faciliter les demandes d'entraide judiciaire, les procédures d'extradition et le partage de preuves dans les affaires transfrontalières, conformément aux protocoles et déclarations de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs.
 10. Exécuter d'autres fonctions assignées par le/la Coordonnateur des Cellules d'Appui aux Poursuites.

Compétences :

- **Professionnalisme-** Aptitude avérée à enquêter sur des affaires criminelles complexes, y compris le crime organisé et les crimes transfrontaliers. Connait les théories, concepts et approches en matière d'enquêtes criminelles et sait rassembler, analyser, sauvegarder et préparer les preuves pour les poursuites. Connait les techniques d'audition et d'interrogatoire et a l'expérience pratique en matière d'entretien avec les témoins et les suspects. A l'expérience en matière de gestion d'enquêtes sur les crimes graves. Fait preuve de compétence professionnelle et de maîtrise du sujet, est conscientieux et efficace, respecte les délais et obtient des résultats, est motivé par des considérations professionnelles plutôt que personnelles. Persévère face aux problèmes difficiles ou aux défis. Reste calme dans les situations stressantes. Prend la responsabilité d'incorporer les perspectives de genre et d'assurer l'égale participation des femmes et des hommes dans tous les domaines du travail.
- **Planification et Organisation** - Définit clairement les buts qui soient compatibles avec les stratégies convenues. Identifie les activités et tâches prioritaires. Aptitude à travailler efficacement sous pression sur des tâches difficiles dans des délais serrés et éventuellement dans des conditions difficiles sur le terrain. Modifie les priorités selon les besoins. Alloue suffisamment de temps et des ressources pour l'accomplissement des tâches. Prévoit les risques et les contingences lors de la planification. Contrôle et ajuste les plans et les actions si nécessaires.
- **Communication** - Excellentes compétences en communication (orale, écrite et de présentation) et capacité d'expliquer, de démontrer et d'enseigner des théories, des concepts, des approches et des techniques utiles à la poursuite de crimes graves. Adapte le langage, le ton, le style et la présentation en fonction de l'audience. Fait preuve d'ouverture dans le partage de l'information et tient les gens informés.
- **Jugement et Prise de Décision** - Jugement raisonnable dans le traitement de questions sensibles et confidentielles.

Qualifications :

Education :

Diplôme universitaire du niveau de la maîtrise (ou équivalent) en droit, en criminologie, ou en sciences sociales relatives aux enquêtes. A défaut, un diplôme universitaire du niveau de licence en droit, en criminologie, ou autre domaine relevant assorti d'une expérience confirmée dans le domaine des enquêtes sur le crime organisé et le crime structuré et transfrontalier pourrait être accepter en lieu et place de la Maîtrise. Pour les candidats militaires ou policiers, un diplôme d'une Académie Militaire, ou d'une autre institution de formation d'application de la loi est également requis.

Expérience professionnelle :

Au moins dix ans d'expérience professionnelle en tant qu'enquêteur au sein d'un service d'une institution policière nationale, d'une agence ou d'une organisation nationale ou internationale similaire, y compris une expérience solide en matière d'enquêtes et d'analyse des crimes organisés et des organisations criminelles transfrontalières.

Grade :

Aucun grade n'est requis pour les candidats civils. Pour les candidats policiers, le grade de commissaire ou supérieur est requis. Pour les candidats militaires, le grade de colonel ou supérieur est requis.

Connaissances Linguistiques :

La connaissance pratique orale et écrite du français est indispensable. La connaissance pratique de l'anglais est souhaitable.

Autres qualifications essentielles :

Aptitude aux exigences minimales requises pour servir au sein de la police des Nations Unies (maîtrise de la langue, et aptitude à la conduite automobile). Aptitude à rédiger des rapports et monter des présentations formulant clairement les positions des Nations Unies sur les enquêtes menées en respectant les standards internationaux, et formulant des recommandations. Bonne connaissance en informatique, notamment la maîtrise du traitement de texte et autres logiciels.

A compétences égales, la préférence sera donnée aux candidats féminins.

Date d'émission : 9 février 2026

Conformément à la nouvelle politique de sélection du personnel des Nations Unies en matière de droits de l'homme, il est demandé à toute personne cherchant à servir au sein des Nations Unies de faire une « auto-attestation » attestant qu'elle n'a commis aucune infraction pénale grave et n'a pas été impliquée dans des violations du droit international des droits de l'homme ou du droit international humanitaire. Le libellé exact de l'auto-attestation est décrit au para. 5.2 de la politique susmentionnée. La décision finale sur la sélection d'une personne pour servir aux Nations Unies sera également soumise à un processus de sélection des droits de l'homme.

<https://police.un.org/fr/vacancies>

Avis spécial : La diffusion de cette offre d'emploi est limitée aux États membres des Nations unies. Seuls les membres du personnel en service actif dans leur police nationale et qui ont reçu l'autorisation de leur autorité nationale respective de postuler à cette offre d'emploi seront pris en considération.

Les candidatures de membres du personnel de police en service actif détachés sous contrat avec les Nations unies ne seront pas prises en considération.

Les candidatures doivent satisfaire à toutes les exigences de l'offre d'emploi au moment de la nomination afin d'être pris en considération pour le poste.

Les candidatures féminines sont vivement encouragées.